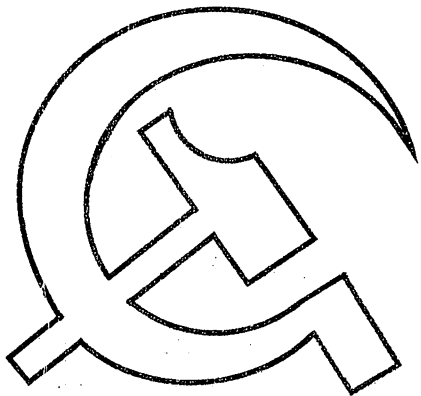




le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

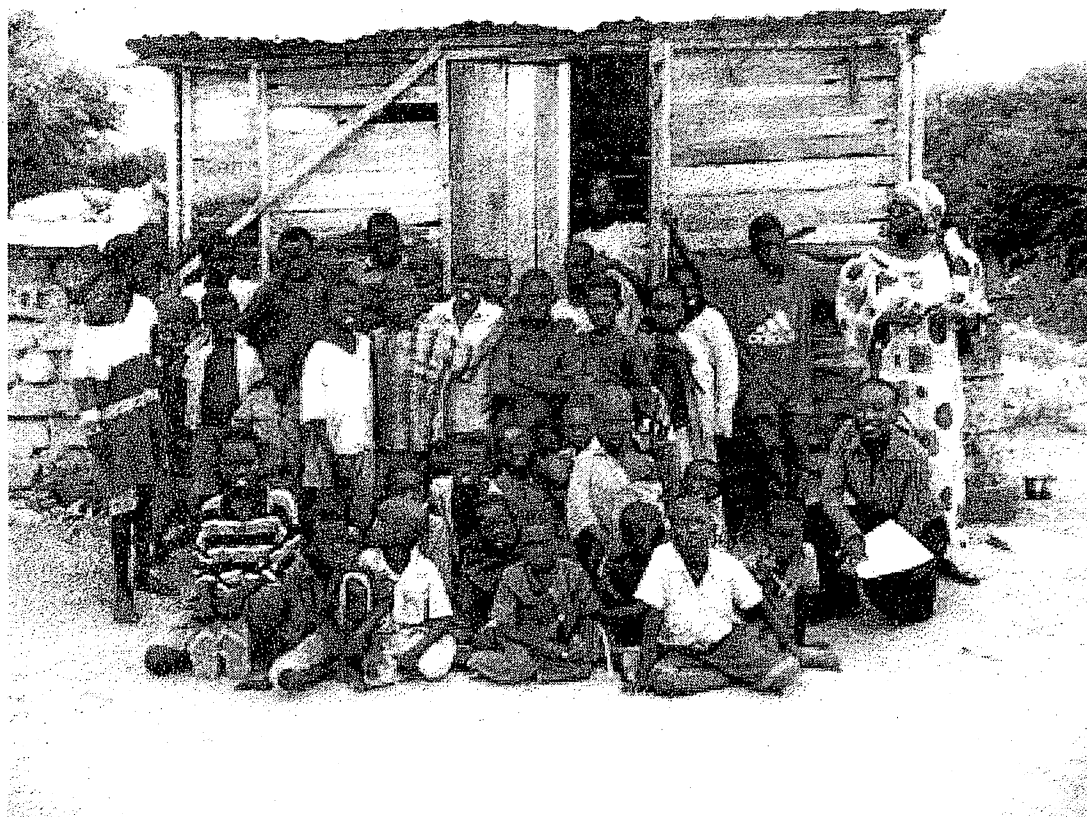
ISSN 0241 0494

Le 17 mars 2013

N° 390

PRIX : 0,60 Euro

SÉNÉGAL



LE SCANDALE DES ENFANTS-TALIBÉS

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Sénégal : Le scandale des enfants-talibés

Page 3

Mali : les interventions impérialistes ne peuvent pas résoudre les problèmes des peuples.

Mali : En attendant les fonds de la reconstruction.

Page 4

Mali : Exactions et tortures

Mali : Une presse au garde-à-vous.

Page 6

Côte d'Ivoire : Attaque sur la frontière ouest : un mélange explosif de problème foncier et de milices armées et affamées.

Page 7 : Côte d'Ivoire :

Flambée du prix de logement ...

Page 8 : Madagascar : Cyclone, misère et corruption ...

Page 9 : Venezuela: Vie et mort de Chavez

ABONNEMENT

FRANCE (en tarif réduit)

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste

Autres pays

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

SÉNÉGAL

LE SCANDALE DES ENFANTS-TALIBÉS

Dans la nuit du 3 mars, neuf enfants âgés de 7 à 12 ans ont trouvé la mort dans l'incendie d'un baraquement qui leur tenait lieu d'école coranique. C'était des enfants de familles pauvres. Leurs parents, n'ayant pas les moyens de les nourrir, les avaient confiés à un marabout. Celui-ci, en échange de "l'éducation coranique" qu'il leur prodiguait les utilisait comme "enfants-esclaves" en les obligeant à parcourir la ville et à mendier pour lui ramener quelques pièces. Malheur à celui qui ne rapporte pas assez d'argent. Il recevra des coups et ne sera pas nourri.

De nombreux cas de maltraitance ont défrayé la chronique. En 2010, un "maître coranique" à Grand-Yoff (un quartier périphérique de Dakar) a été condamné à un an de prison pour avoir infligé des coups à deux enfants qui lui avaient été confiés. En 2008, un autre marabout a été condamné à trois ans de prison dans la ville de Kaolack, pour le même motif.

La mort tragique de neuf enfants dans un incendie a choqué, à juste raison, les habitants du quartier où se trouvait cette école coranique. Les habitants savaient que ces enfants n'apprenaient rien. Ils savaient que leur marabout se faisait de l'argent sur leur dos et les maltraitait. Tout cela se faisait au vu et au su des autorités qui fermaient les yeux sur ces pratiques.

Les ONG s'occupant des droits des enfants ont souvent dénoncé l'existence de ces lieux de maltraitance. Elles estiment que le nombre d'enfants-talibés se trouvant sous la coupe des marabouts exploités dépassent les 50 000. On les voit mendier à travers les villes.

Les autorités connaissent parfaitement l'existence de ces enfants-esclaves mais préfèrent fermer les yeux car elles n'ont jamais osé aller à l'encontre des intérêts des grandes confréries religieuses dont la prospérité provient justement de l'existence de cette pratique moyenâgeuse.

Les grands marabouts de la confrérie des mourides sont devenus riches et prospères en utilisant la main d'œuvre gratuite de leur talibés dans leurs grandes plantations d'arachide, mais aussi en les envoyant mendier aux quatre coins du pays.

Depuis Senghor, en passant par Abdou Diouf, Wade et aujourd'hui Macky Sall, les pouvoirs qui se sont succédé dans ce pays ont brillé par leur hypocrisie. A chaque scandale, à chaque mort tragique d'enfants maltraités, les autorités font semblant de clairoirner que la mendicité sur le lieu public est interdite au Sénégal. Elles font semblant d'agir et puis quelques jours après tout redevient comme avant et les marabouts font ce qu'ils veulent.

Il y a toujours des familles pauvres qui sont poussées par la misère et tentées d'abandonner leur progéniture à des marabouts ou prétendus tels. Le problème n'est pas d'interdire la mendicité dans la ville mais de faire en

sorte que la misère disparaisse et que tous les enfants puissent être nourris et éduqués dignement. Mais si l'on ne combat pas le système capitaliste on

ne mettra jamais fin à la misère et aux injustices qu'il engendre.

MALI

LES INTERVENTIONS IMPÉRIALISTES NE PEUVENT PAS RÉSOUDRE LES PROBLÈMES DES PEUPLES

Il y a deux ans, le gouvernement français avait appuyé militairement les forces d'Alassane Ouattara pour chasser Laurent Gbagbo du pouvoir. Il prétendait défendre le droit et la démocratie. Le rapport d'Amnesty International intitulé «*Côte d'Ivoire : la loi des vainqueurs*» révèle que les arrestations arbitraires, les «*violations graves des droits de l'homme*» et les cas de tortures «*sur des bases souvent ethniques et politiques* » se sont multipliés.

Ainsi donc, un pouvoir xénophobe a cédé la place à un autre pouvoir qui s'oriente vers le même genre de pratique. Et tout cela grâce à l'intervention de l'impérialisme français.

Actuellement c'est au Mali que les militaires français mènent des opérations guerrières et cela en toute opacité, même si c'est présenté sous le motif de louables intentions.

Quelle sera l'addition que les communautés touaregs et arabes du Nord et les populations des régions du sud, paieront au final, que ce soit sur le plan matériel ou que ce soit en terme de dégradation des relations intercommunautaires empoisonnées par la situation de guerre ?

La haine et les rancœurs engendrées par l'intervention impérialiste ne pourront que développer la misère et les conséquences néfastes qui pourraient en découler.

MALI

EN ATTENDANT LES FONDS DE LA RECONSTRUCTION

Le Premier ministre malien a annoncé que son gouvernement sera en mesure de tenir les élections présidentielle et législatives pour le mois de juillet de cette année. Cela relève plus de la fantasmagorie que de la prévision. L'appareil d'Etat malien n'est même pas existant sur plus de la moitié du territoire. La plupart des grandes villes du nord ne sont pas encore reconquises, comment dans ces conditions parler d'organiser des élections ?

Derrière cette fanfaronnade, il y a surtout l'envie du gouvernement malien de mettre la main sur le pactole de près d'un milliard de dollars qu'il compte recevoir des bailleurs de fonds à titre «*d'aide pour la reconstruction*» du pays.

Par le passé, lorsqu'il y avait eu la grande sécheresse des années 1970-80, on a vu pousser au Mali des «*villas de la sécheresse*». De nombreux politiciens et dignitaires du régime se sont fait construire des villas luxueuses en détournant

l'argent destiné à lutter contre la famine et la sécheresse. Cette fois-ci il faudra s'attendre à une floraison de «*villas de la reconstruction*». C'est à peu près la seule chose que les habitants verront de l'argent de la reconstruction.



Photo d'une villa à vendre à Bamako, parue dans une annonce immobilière au Mali

MALI**EXACTIONS ET TORTURES SONT MONNAIES COURRANTES**

L'armée malienne s'est illustrée plusieurs fois en l'espace de quelques jours dans ce qu'elle sait faire le plus à savoir, commettre des exactions à l'encontre des ceux qu'elle estime être dans le camp de la rébellion touareg. Plusieurs cas de tortures ou de disparitions ont été signalés par des observateurs humanitaires. La hiérarchie militaire malienne se contente de dire que les coupables seront poursuivis par la justice à Bamako. Mais tout le monde sait très bien qu'une fois que les caméras et la presse se seront détournés de ces sujets, les militaires feront de nouveau ce qu'ils voudront en toute impunité.

La hiérarchie militaire française, présente sur les lieux des exactions, est au courant de ces agissements mais elle aussi préfère fermer les yeux. Il faut reconnaître qu'en matière d'exactions et de

tortures exercées sur des innocents, l'armée malienne à côté d'elle fait pâle figure.



Un soldat malien contrôlant un passant

UNE PRESSE AU GARDE-À-VOUS !

A Bamako, à la vue des journaux quotidiens exposés sur les kiosques ou sur le rebord du trottoir, on a l'impression que la presse malienne est riche et que les journalistes maliens ont accès à des informations indépendantes du pouvoir sur la situation à l'intérieurs du pays, notamment sur la zone de combats. En vérité, ce n'est que de la désinformation. C'est une presse au garde-à-vous.

Aucune information relative à la situation militaire ne passe sans l'aval de l'armée. Les journalistes sont soumis à la censure. Voici ce que

dit le directeur d'un quotidien bamakois : *« Nous avons reçu une mise en garde de l'armée : chaque journaliste devra répondre des informations qu'il diffuse. Et le gouvernement a lancé un appel clair : il faut accompagner les efforts de l'armée. L'heure est au sursaut patriotique »*. C'est l'armée malienne, et derrière elle l'armée française, qui fournit les images en fonction des besoins de la propagande. Malheur à celui qui ne suit pas les chemins balisés. C'est ce qui est arrivé à l'un des journalistes qui a osé faire une critique du capitaine Sanogo.

JOURNALISTES EN GRÈVE

Les journalistes du Mali sont en grève depuis le 12 mars. Ils protestent contre l'arrestation du directeur de publication du quotidien « Le Républicain », Boukary Daou. Les autorités maliennes, en particulier le capitaine Sanogo, reprochent à ce journal d'avoir publié une lettre ouverte des soldats contre leurs chefs. Cette lettre

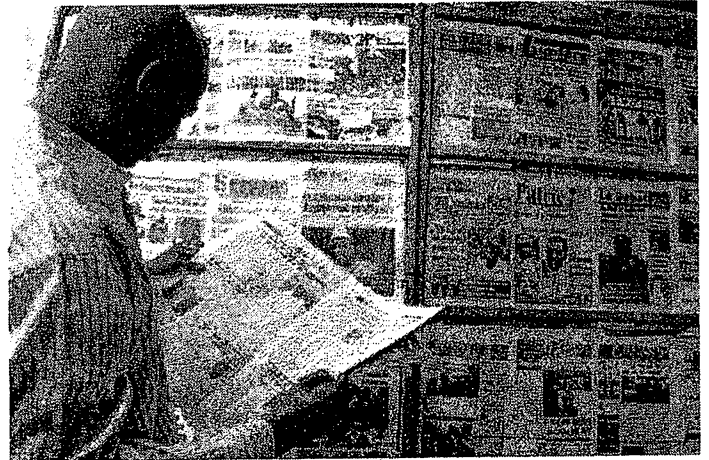
des soldats adressée au président de la République malienne, Dioncounda Traoré, dénonçait la position privilégiée du chef de l'armée malienne, et surtout le fait qu'il percevait un salaire de 4 millions de francs CFA. Boukary Daou est en prison depuis le 6 mars. Voyant que ce dernier est maintenu en prison, un comité de crise installé par les journalistes décide

de lancer une grève de journalistes. Il est suivi par la majorité des journalistes.

Depuis le coup d'Etat militaire du capitaine Sanogo, le 22 mars 2012, les journalistes maliens sont en mauvaise posture. Ils subissent des intimidations, des arrestations arbitraires, et même des agressions. Ces derniers temps, les rédactions de certains journaux reçoivent des appels téléphoniques anonymes leur interdisant de diffuser des articles sur la police. Depuis l'intervention de l'armée française dans le nord du Mali, les journalistes maliens n'ont pas le droit de couvrir les zones de guerre. Seuls sont autorisés les journalistes européens, et encore faut-il qu'ils soient "autorisés" et accompagnés par l'armée française.

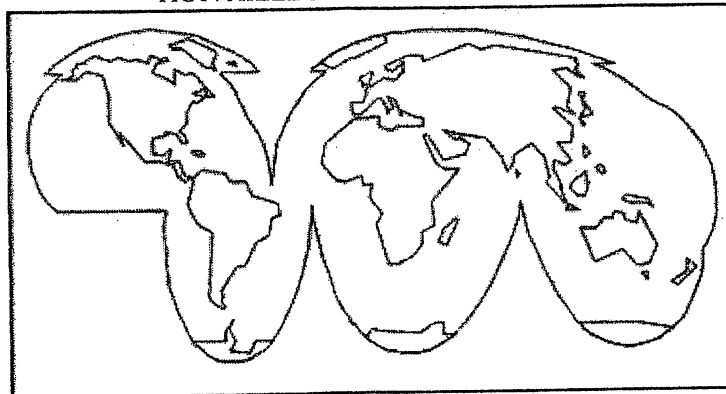
Les journalistes maliens eux sont tenus d'écrire et de montrer ce que le pouvoir malien leur

autorise. Ceux qui ne marchent pas au pas et qui refusent de jouer le simple rôle de griot du pouvoir finissent en tôle.



Devant un kiosque à journaux dans une rue de Bamako

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CÔTE D'IVOIRE

ATTAQUE SUR LA FRONTIÈRE OUEST UN MÉLANGE EXPLOSIF DE PROBLÈME FONCIER ET DE MILICES ARMÉES ET AFFAMÉES



Un camp de réfugiés dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire

Un village situé à 3 km du fleuve Cavally, à 50 kilomètres de Bolequin, a été attaqué par un groupe d'hommes armés, dans la nuit du 12 au 13 mars. Il semble que les assaillants sont venus de l'autre côté du fleuve, du Libéria. Il y a entre 8 et 11 morts : parmi eux, 7 ressortissants burkinabés dont une femme, tous tailladés à la machette. Deux Frci en faction dans ce village ont été aussi tués. Des maisons ont été brûlées et des boutiques pillées.

Il s'agit là d'une énième attaque depuis la fin de la guerre. Comment s'en étonner, quand on sait que cette région Ouest a été le lieu de plusieurs conflits fonciers à relent ethniste, faisant des morts à chaque fois, depuis plusieurs années ? Ensuite, depuis 2002, cette région est passée successivement sous le contrôle de plusieurs bandes armées : celle de feu Robert Guéi, celle des milices pro-gbagbo, avant de passer entre les mains des bandes armées

de Soro Guillaume. Ce passage est à chaque fois accompagné de massacres de populations, de villages brûlés, de règlements de comptes et de pillages. Le conflit foncier s'est ainsi aggravé au fil des ans.

Alors on peut toujours disserter sur l'origine des assaillants et l'objet de leurs attaques, comme le font les journaux, selon qu'ils soient verts, bleus ou rouges.

Ce qui est certain, c'est que depuis la fin de la guerre, des milices armées sont dans la nature, particulièrement dans cette région forestière vagabondant dans le no man's land situé entre le Libéria et la Côte d'Ivoire. De plus, les populations guéré, originaires de cette région, se sentent dépossédées de leur terre. Nombre d'entre elles ont fui leurs villages et même la Côte d'Ivoire, de peur pour leur vie, tant la tension est toujours grande, la haine présente et le problème de la terre non résolu.

Tant que cette situation perdure, comment s'étonner que ce genre d'attaque armée ne se reproduise régulièrement ? En attendant, les populations qui habitent dans ces régions vivent dans la peur permanente de vengeance et de représailles.

La présence des Frci dans cette région, du fait qu'elles étaient elles-mêmes à l'origine une milice nordiste et partisane, ne fait qu'aggraver une situation déjà difficile.

CECOS EST DE RETOUR ?

Ils sont au nombre de 750, composés de policiers, de gendarmes et de militaires. Ils disposent de véhicules blindés équipés de caméras de vidéo-surveillance, de géo localisation, de communication satellitaire, sans compter les équipements en armement divers, etc. Nouveau Cecos s'appelle Ccdo (centre de coordination des décisions opérationnelles). Comme du temps de Gbagbo, ils disent que c'est pour lutter contre le « grand banditisme ». Mais attention à tenu à prévenir

Ouattara : « ce n'est pas Cecos bis » ! Le fait même qu'il en fasse référence est déjà à lui seul révélateur des méfaits à venir que ce nouveau corps répressif pourrait faire subir dans les quartiers. On se souvient que le Cecos était avant tout une bande de racketeurs qui sévissaient particulièrement contre les pauvres. Le Ccdo est placé sous le commandement d'un Lieutenant-colonel du nom de Youssouf Kouyaté.

Selon Ouattara, cette force est là pour répondre à une « urgence ponctuelle » et « doit mettre un terme au racket des forces de l'ordre ».

Alors, on a envie de lui demander à quoi servent donc les Gspr, la Gr, les Frci, la Frap, etc. Il y a de quoi s'y perdre !

CÔTE D'IVOIRE

FLAMBÉE DU PRIX DU LOGEMENT : LES TRAVAILLEURS DE PLUS EN PLUS MAL LOGÉS



Les ouvriers du bâtiment construisent des logements mais n'ont pas les moyens de les habiter

Aujourd'hui, il est très difficile pour un travailleur de se trouver un logement correct avec un loyer à sa portée. Même dans nos quartiers populaires comme Abobo ou Yopougon, on trouve difficilement une maison individuelle de 2 pièces en dessous de 30.000 F par mois. Or cette somme représente presque la moitié du salaire d'un ouvrier. Ils sont condamnés à vivre dans des taudis ou de

squatter le salon des parents pour ceux qui ont des parents prêts à les accueillir.

Même lorsqu'on trouve un logement, les conditions d'accès sont très élevées. Il faut déboursier parfois d'un seul coup sept mois de loyer qui comprend les mois de caution, les mois d'avance mais aussi des « frais d'agence ».

Avec la pénurie de logement et surtout le chômage, des margoulin font leurs affaires et en font leur gagne pain. Ils se font appeler « agence immobilière ». Ils exigent la somme de 5000F rien que pour faire visiter une maison et lorsque la maison est prise, il faut leur donner un mois de loyer gratuitement.

Il est dans la possibilité des pouvoirs publics de construire des habitations à loyers modérés et de limiter la progression du prix des loyers dans le secteur privé. On dirait qu'à part faire des beaux discours ils ne savent rien faire d'autre.

LE TRAVAIL DES ENFANTS EN QUESTION

Il n'y a plus besoin d'aller dans les champs pour trouver des enfants au travail. On les voit même à Abidjan aux feux tricolores vendant de l'eau glacée, des mouchoirs, etc.

Il y a vingt-cinq ans, on ne voyait pas de vendeurs aux feux. Aujourd'hui, vue la misère grandissante, ce phénomène a pris de l'ampleur. Les enfants, dont la place devrait être à l'école, sont transformées en vendeurs aux abords des routes et

aux feux. Cela, d'autant plus que les seuls revenus des parents n'arrivent plus à couvrir les charges de la famille.

Pour changer les choses, la solution n'est pas d'interdire ou pas le travail des enfants. Tant que les revenus des parents n'arriveront pas à satisfaire les besoins de la famille, nombre de familles pauvres n'auront pas d'autres choix pour couvrir, comme ils peuvent, leurs besoins.

MADAGASCAR

LE CYCLONE, LA MISÈRE ET LA CORRUPTION FONT DES RAVAGES DANS LE SUD-OUEST DESHERITÉ

Selon la télévision du pays et selon les dires des habitants des régions du sud-ouest (province de Toliara) durement frappés par le passage du cyclone Haruna en fin février, il y aurait eu au moins 20 morts et plusieurs dizaines de blessés alors que le nombre des sinistrés avoisinerait les 20 mille personnes. Ce bilan est très approximatif et la réalité pourrait dépasser de loin les chiffres annoncés car de nombreux villages isolés en temps normal le sont encore plus en cette saison de pluies.



Inondation dans la ville de Toliara

A plusieurs endroits la digue de la rivière Fiherena qui passe à quelques kilomètres de la ville de Toliara, a lâché ainsi que le barrage de Sakaraha, une ville importante et agricole située à une centaine de kms de Toliara, anéantissant 1500 ha de rizières.

Les gens se sont secourus mutuellement. Des pêcheurs vezo ont donné leur énergie et prêté leurs pirogues pour sauver des vies de la noyade dans les eaux boueuses des faubourgs de Toliara. Malgré ce que prétendent les autorités, peu de secours de l'Etat ont été déployés et les rares qui l'ont été ne sont arrivés qu'au compte gouttes et plusieurs jours après le cataclysme. Faute d'endroits mis à leur disposition, les personnes sinistrées se sont agglutinées essentiellement sur les tribunes et les gradins surélevés du stade Andaboly.

Pour calmer la colère de toutes ces personnes et celle de toute la population pauvre qui vit des moments difficiles particulièrement en cette saison,

le président Andry Rajoelina flanqué de deux ministres, a fait le déplacement par avion depuis la capitale. Le président est resté deux jours à Toliara et promis de faire son possible pour venir en aide aux victimes et réparer la digue. Suite à cette visite, un appel à contribution des citoyens a été lancé, relayé par la télévision nationale et la radio. Beaucoup de personnes à travers tout le pays, essentiellement des gens pauvres, ont donné de l'argent, du riz, des couvertures etc.

Des organismes tels que le PAM et CARE international, ont largué quelques vivres dans les localités très isolées de l'extrême sud, cela reste à vérifier. La France a fait don de quelques dizaines de tonnes de nourriture, apportées depuis l'Île de la Réunion par un bateau au port de Toliara. La situation dans laquelle cette population pauvre est plongée s'aggrave car la majorité d'entre elle ne voit pas ou peu la couleur de ces aides. Mais cela n'est pas vraiment étonnant dans ce pays où les fonctionnaires ne touchent pas régulièrement leur salaire et où la corruption est partout. « Charité bien ordonnée commence par soi-même » dit l'adage. Les hauts fonctionnaires sont généralement coutumiers de cette pratique.

L'aide internationale est évoquée et le Téléthon aurait permis de débloquer de l'argent. Quel volume représentent ces aides ? Où sont stockés les vivres et les produits de base, s'ils existent ? Qui est chargé de les dispatcher ? Comment faire pour s'en sortir et où aller alors que leurs habitations sont emportées par les flots boueux porteurs de maladies ?

Au moment où nous écrivons, de nombreuses personnes sont toujours parquées au stade, n'ayant pas d'autre lieu susceptible de servir d'abri. Nombre de personnes sont agacées et en colère, surtout à l'égard des autorités locales et des chefs des fokontany (communautés regroupant des quartiers ou des villages). Les victimes considèrent que ces chefs manquent de transparence et d'explications à leur égard afin de mieux détourner les aides lorsque celles-ci arrivent.

Les solutions pour recaser les sinistrés existent. En cette saison les hôtels pour touristes sont vides et donc en mesure d'héberger un certain nombre de sans abris ne serait-ce que durant quelques semaines, le temps que la boue soit déblayée. Les commerçants et autres notables de toutes sortes qui ont pignon sur rue le long des grandes artères bien au sec du centre ville pourraient être mis à contribution. Tous ces gens ont des habitations spacieuses susceptibles d'accueillir un certain nombre de personnes. Il y a aussi quelques entrepôts proches du port qui, en cette saison cyclonique peu propice au trafic maritime, pourraient servir temporairement d'abris. Ces structures appartiennent à des sociétés connues à Antananarivo, la capitale et pourraient être réquisitionnées. Les véhicules 4x4 liés au tourisme sont actuellement inutilisés et donc en mesure d'acheminer vivres, dons et personnes, là où c'est nécessaire.

L'Etat n'a pas beaucoup de moyens à débloquer pour cette catastrophe ? Peut-être. Mais les personnes qui veulent travailler ne manquent pas dans cette région. L'Etat et les collectivités locales,

s'ils étaient réellement au service de la population pauvre, pourraient faire appel à l'énergie des masses et organiseraient les travaux de remises en état et de reconstructions nécessaires pour que personne ne soit abandonné à son sort.

De façon générale, lors de leurs tournées, les dirigeants se contentent de faire de beaux discours. L'épouse du président actuel (lui-même un homme d'affaire) a acquis un certain savoir faire lors des tournées de son mari. Cela consiste à rendre visite à des maternités dépourvues du minimum et à poser au chevet des femmes des classes pauvres venues y accoucher. Les reporters télé et les plumitifs au service du couple présidentiel ne sont pas avares de fournir des commentaires élogieux devant la grandeur d'âme que constitue à leurs yeux la gracieuse remise de quelques sacs de nourriture à la maternité, au nom personnel de la première dame.

En ce moment, l'ambiance est électrique dans la province de Toliara et c'est peut-être pour ça qu'on ne l'a pas beaucoup vue dans les parages, pour ses œuvres de dame patronnesse.

VENEZUELA

VIE ET MORT D'HUGO CHAVEZ

Après quatorze années passées à la tête du pays, Hugo Chavez est mort le 5 mars à la suite d'un cancer. Des milliers de personnes, souvent issues des classes pauvres, ont rendu hommage à sa dépouille durant de nombreux jours. Des chefs d'Etat de nombreux pays ou leurs représentants, avaient fait le déplacement pour être présents à ses funérailles. Chavez bénéficiait incontestablement d'une popularité auprès des masses déshéritées. D'où venait le crédit dont il bénéficiait ? Quelle a été sa politique ?

Le Venezuela est un pays pauvre qui produit beaucoup de pétrole. Les recettes financières de l'Etat ont augmenté considérablement entre 1973 et 1983, mais la manne pétrolière n'a pas permis pour autant de développer les infrastructures du pays et encore moins d'améliorer la condition misérable de la population. Ce fut surtout le règne de l'argent facile pour les classes possédantes et pour la petite

bourgeoisie qui gravitait autour du pouvoir à cette époque. La corruption de l'Etat était devenue progressivement une gangrène. La chute des prix du pétrole par la suite amena des difficultés que les classes riches allaient faire payer aux classes pauvres.

Le FMI (Fonds Monétaire International) qui avait prêté de l'argent au Venezuela, exerça une pression qui poussa le président Carlos Pérez au pouvoir en 1989, à privatiser à peu près tout et supprimer le contrôle des prix. Ceux-ci ont augmenté en flèche, entraînant cinq jours d'émeutes en février 1989, sévèrement réprimées par la garde nationale et par l'armée, qui ont fait entre 1000 et 1500 morts parmi la population essentiellement des grandes villes.

C'est en février 1992 que Hugo Chavez alors lieutenant colonel des parachutistes, tenta de faire

un putsch militaire à la suite duquel il fut arrêté et mis en prison. Une autre tentative de coup d'Etat en novembre de la même année échoua également. Mais Pérez abandonnait la présidence à la suite d'un scandale révélant sa corruption. Son successeur, Raphaël Caldera, poursuivit la politique de Pérez mais relâcha Chavez. La population vivant sous le seuil de pauvreté continuait d'augmenter.

Les très hauts gradés de l'armée étaient solidaires du système, mais les officiers subalternes issus des couches populaires étaient gagnés par la grogne. C'était le cas pour Chavez et ses amis, qui s'étaient politisés au contact de la société civile et étaient eux-mêmes issus de milieux modestes. Il exaltait la fibre nationale en se référant entre autres à Simon Bolivar, héros de l'indépendance du pays (1830).

Six ans après son coup d'Etat manqué, Chavez se présenta à l'élection présidentielle de 1999 à la tête d'un mouvement politique qui cherchait encore ses repères et fut élu par 56% des voix.

Chavez et ses partisans, militaires ou civils, n'avaient aucune intention de s'en prendre à la dictature de l'argent, ils ne se sont pas attaqués à la propriété privée des moyens de production, la propriété capitaliste. Ils se sont cependant opposés aux multinationales américaines et imposé leurs conditions sans aller jusqu'à les confisquer. Le simple fait d'accroître le contrôle de l'Etat a suffi pour qu'il devienne la bête noire des dirigeants des Etats-Unis.



Hugo Chavez

En direction des classes pauvres du pays, Chavez et ses partisans ont mis en place des

missions sociales, offrant des solutions d'urgence pour la nourriture, le logement ou la santé, notamment avec l'aide de médecins venus de Cuba. Les mères de familles qui élevaient seules leurs enfants ont bénéficié de certaines protections sociales et d'une aide de l'Etat. Les droits d'inscription à l'école, que devaient payer les parents, furent supprimés et ont ainsi permis à 600 mille élèves d'accéder à la scolarisation. En 2001, Chavez avec l'aval des députés, promulgua différentes lois dont la « loi sur la terre ». La réforme agraire n'a jamais été véritablement appliquée, mais sa seule annonce a suffi à déclencher la colère des grands propriétaires terriens relayée par les dirigeants de la compagnie nationale pétrolière. Dans ce pays d'Amérique latine où les inégalités sont criantes, l'annonce d'une telle mesure ou sa simple ébauche, a suscité une certaine popularité envers le régime de Chavez. La sympathie à son égard a probablement traversé les frontières du pays mais à aucun moment Chavez n'a tenté de s'appuyer sur ce sentiment pour mettre en cause les régimes de dictature, nombreux dans cette partie du monde.

L'opposition, les possédants, les politiciens déchus, se sont unis pour tenter de reprendre le pouvoir. En 2002, ce monde de nantis, encouragé par les Etats-Unis, principal importateur du pétrole vénézuélien, se mobilisa pour renverser Chavez par un coup d'Etat. Le putsch a échoué lamentablement car le petit peuple ainsi qu'une partie de l'armée ont défendu le pouvoir. Cela n'a fait que consolider ce pouvoir et Chavez s'est affiché à partir de ce moment comme partisan d'un « socialisme du 21e siècle » et a accolé l'étiquette socialiste au nom de son parti.

La popularité dont a bénéficié Chavez (il a conservé cette popularité jusqu'à sa mort) donne une idée de la haine suscitée en Amérique latine par la domination impérialiste. Ces peuples ont été exploités, opprimés pendant des siècles par les grandes puissances. Pour tirer bénéfice de la culture de la canne à sucre, du coton on leur a imposé l'esclavage. Plus tard cette forme d'oppression et d'exploitation a été relayée par des dictatures sanguinaires à la solde des classes riches et de l'impérialisme américain.

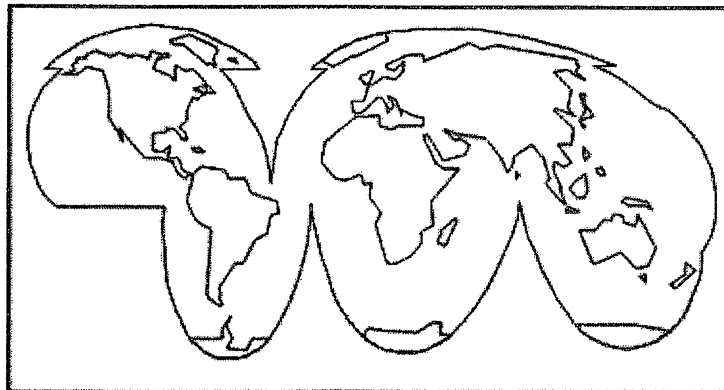
Malgré les mesures sociales permises par la rente pétrolière, Chavez n'a pas réussi à sortir le pays du sous-développement ni supprimé les inégalités, le chômage et la misère. La corruption

est revenue car ce terrain est propice à son développement.

Il n'y a pas d'échappatoire pour les pays pauvres que celui de mettre en cause les bases de la société en s'attaquant à la propriété capitaliste. La classe ouvrière même minoritaire de nos pays,

épaulée par la grande masse des déshérités et aidée par les intellectuels qui n'acceptent pas cette situation, peut jouer un grand rôle dans le processus de transformation de la société. C'est la seule solution pour mettre fin à la misère et à ses conséquences désastreuses.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.